

**« NOUVEAU MONASTERE »
SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF
SOCIETE ANONYME, A CAPITAL VARIABLE**

**SIEGE : Ancien Monastère de Sainte Croix, 54, place de l'Eglise-Temple
26150 Sainte Croix
SIRET : 530 053 495 00012**

Issue de la transformation de l'association « Les Amis du Monastère » déclarée à la sous-préfecture de Die sous le numéro W261001575, créée le 18 janvier 2011.

STATUTS

Modifiés par Assemblée Générale Modificative du 27 avril 2019 et par Assemblée Générale Modificative du 2 octobre 2020

Texte surligné en jaune : propositions modificatives

Texte barré : à supprimer

Commentaires : GTS = Groupe de travail statuts

ez = Groupe de travail utilité sociale

eb = Elsa Belliato URSCOP

LES SOUSSIGNES :

- **Frédéric SAUVAGE** domicilié à 26150 Die né le 20/04/1965 à Rouen (76) ;
- **Stéphane HUGAND** domicilié à 26150 Aix-en-Diois né le 16/09/1970 à Lyon (69) ;
- **Hervé BAUSSANNE** domicilié à 26400 Crest né le 30/04/1962 à Alger (Algérie) ;
- **Hans-Joachim HAUN** domicilié à 26150 Vachères-en-Quint né le 19/11/1961 à Leutkirch-im-Allgäu (Allemagne) ;
- **Alexandre FINISTAURI** domicilié à 26150 Pontaix né le 11/07/1975 à Forbach (57) ;
- **Sylvie PONCET** domiciliée à 26150 Sainte-Croix née le 29/01/1966 à Die (26) ;
- **Alain LECOQC** domicilié à 26150 Die né le 11/06/1948 à Paris (75) ;
- **Alain GUILLET** domicilié à 26150 Die né le 09/11/1966 à Chalon-sur-Saône (71) ;
- **Colette PELLERIN** domiciliée à 26150 Sainte-Croix née le 11/02/1955 à Die (26) ;
- **Béatrice JACQ** domiciliée à 26150 Saint-Andéol-en-Quint née le 03/12/1971 à Rive-de-Gier (42) ;
- **Olivier CANIVET** domicilié à 26150 Ponet-Saint-Auban né le 09/06/1973 à Noyon (60) ;
- **Elisabeth WARTENA** domiciliée à 26150 Vachères-en-Quint née le 30/05/1943 à Naarden (NL) ;
- **Nadine MONGE** domiciliée à 26150 Sainte-Croix née le 30/11/1960 à Valence (26) ;
- **Martine TEIL** domiciliée à 26310 Miscon née le 02/09/1953 à Saint-Etienne (42) ;
- **Caroline LIGOUY** domiciliée à 26150 Die née le 23/09/1975 à Paris XIVème (75) ;

ONT ETABI AINSI QU'IL SUIE LES STATUTS D'UNE SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF ANONYME DEVANT EXISTER ENTRE EUX ET TOUTE PERSONNE QUI VIENDRAIT ULTERIEUREMENT A ACQUERIR LA QUALITE D'ASSOCIE.

PREAMBULE

Un peu d'histoire

Implanté au cœur de Sainte-Croix depuis le XIIème siècle, le monastère a toujours été un élément structurant de ce petit village perché qui domine la rivière Drôme à quelques kilomètres de Die. Depuis les origines ce monastère a subi de multiples aménagements lui permettant d'évoluer : passant d'hôpital antonin à lieu religieux pour futurs communiants puis « home » pour défavorisés pour arriver au Centre d'Accueil International actuel.

Les années ADCAVL

A partir de 1975 le propriétaire du Monastère est une association « Le Foyer de Sainte-Croix » ; elle l'a loué pendant 30 ans à une association drômoise, l'ADCAVL, impliquée dans l'insertion et la rénovation du patrimoine. Celle-ci a créé un centre d'accueil international et l'a géré jusqu'à la fin de l'année 2010.

Les Amis du Monastère

Depuis cette date l'association « Les Amis du Monastère » a repris la gestion de l'établissement. Elle accueille des groupes en séjour, organise des événements culturels, est ouverte à la vie locale, et prône la mise en place de circuits courts. Elle contribue ainsi au développement local.

2011 fût l'année du défi

L'ancien monastère de Sainte-Croix ne pouvait pas tomber en ruine. Sous l'impulsion de deux co-gestionnaires, d'administrateurs compétents et concernés, une forte mobilisation et une dynamique locale se sont enclenchées. Un enthousiasme formidable qui a colmaté les fuites, séduit les premiers clients, rassuré les propriétaires et projeté l'ancien monastère sur le devant de la scène touristique, culturelle et économique dioise.

Le statut associatif a permis de démarrer l'activité avec un mode de gouvernance original ; un bureau constitué de 4 coprésidents et une gestion quotidienne assurée par 2 co-gestionnaires. L'équipe de salariés a progressivement augmenté et a toujours été soutenue par des bénévoles présents dans les moments forts et les besoins inhérents à la structure.

2012 fût l'année des questionnements

Quel monastère voulons-nous ? Une organisation centrée sur le site et son accueil ou un lieu ouvert et véritable outil de développement local ? Une structure que nous maintenons en l'état ou un équipement restauré, plus confortable mais qui implique des risques financiers ?

2013 fût l'année du début de la restructuration

Asseoir l'activité dans une vision de gestion durable tout en imaginant une rénovation du bâtiment dans sa globalité. Rédiger un bail à construction de 21 ans pour apporter un peu plus de crédibilité auprès des futurs financeurs. Réfléchir à l'évolution juridique de la structure de gestion tout en gardant l'état d'esprit et les valeurs du départ.

Parallèlement, l'association a entrepris depuis ses débuts un certain nombre de travaux indispensables pour le maintien d'une activité pérenne. Elle a tissé un partenariat important notamment avec le GRETA de Die pour des travaux de rénovation et de mise en conformité du site.

2014 Année du mouvement

La signature du bail en février permet de passer à une vitesse supérieure : la préparation du passage en SCIC et la rédaction de ses statuts. Tel un bâtisseur on commence par les sous-sols (et les sols) : côté est naît une nouvelle salle de spectacle voûtée, côté ouest, un brasseur bio local commence à s'installer dans les anciennes écuries. Les jardins et espaces verts sont entretenus régulièrement par des bénévoles et salariés. La réhabilitation des jardins et espaces verts est l'objet d'étude approfondie et obtient un financement conséquent de la région.

2015 Année du grand départ

Aujourd'hui nous nous orientons vers la constitution d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif qui nous permettra d'avoir une activité commerciale, en y associant les salariés, les partenaires, les clients... une nouvelle page dans l'aventure du monastère se tourne mais les valeurs du projet restent.]

Commentaire [GTS1]: Proposition du groupe de travail statuts de transférer la partie historique sur un autre document

Les valeurs et principes coopératifs

Le choix de la forme de société coopérative d'intérêt collectif constitue une adhésion à des valeurs coopératives fondamentales ~~telles qu'elles sont définies par l'Alliance Coopérative Internationale.~~

Commentaire [GTS2]: Nous nous sommes maintenant approprié ces valeurs

De plus, la SCIC souhaite préciser les valeurs qui doivent guider son action :

- L'engagement volontaire et ouvert à tous : il traduit la valeur de liberté
- Le pouvoir démocratique exercé par les membres : il traduit la valeur d'égalité, par le principe « un sociétaire, une voix ».
- La participation à l'activité économique : c'est le principe de la double qualité où le coopérateur est engagé économiquement dans l'entreprise, il en est propriétaire
- L'autonomie et l'indépendance : l'indépendance politique requiert une autonomie de gestion.
- L'éducation, la formation et l'information : c'est parce que la personne humaine est à la fois l'origine et la finalité de l'économie et de l'action de la coopérative que celle-ci doit être un lieu de formation et d'éducation. C'est l'idée de l'entreprise apprenante.
- La coopération entre les coopératives ou inter-coopération : l'action de la coopérative dépasse les membres de celle-ci et requiert des relations entre coopératives.
- L'engagement envers la communauté : les coopératives servent l'intérêt général de la communauté humaine au-delà du seul intérêt collectif de ses membres.

L'intérêt collectif des membres réunis se retrouve dans ces principes et le multi sociétariat, propre à la SCIC, est le meilleur moyen de garantir la tenue de ces valeurs dans le projet.

Par son accueil, son ouverture culturelle, sa gouvernance démocratique et sa démarche éco-citoyenne, la SCIC SA Nouveau Monastère favorise des pratiques sociales solidaires, promeut la

diversité et participe au développement de son territoire.

Les statuts suivants, fondant la coopérative, traduisent l'engagement de ses membres envers les tiers à poursuivre la gestion et le développement du projet du Nouveau Monastère pour contribuer à l'intérêt général en orientant ses activités vers une finalité d'utilité sociale, telle que définie par la loi ESS de 2014.

L'intérêt collectif de la SCIC Nouveau Monastère se fonde sur des valeurs démocratiques, d'utilité sociale et d'intégration économique et culturelle :

- Accueil tous publics dont familles et public éloigné des vacances ;
- Gouvernance démocratique, associant toutes les parties prenantes de l'entreprise ;
- Réinvestissement des bénéfices dans le fonctionnement de l'entreprise pour assurer son maintien et son développement ;
- Développement durable sur un territoire rural (emploi local et économie circulaire)
- Cohésion territoriale : implication de collectivités locales, d'habitants et engagement dans des projets de territoire impliquant des collectivités ;
- Echanges d'expériences, transmission de savoirs et savoir-faire et dimension participative des séjours et chantiers de rénovation ;
- Accompagnement en interne de personnes vers l'autonomie (salariés, sociétaires conventionnés, etc.) ;

TITRE I FORME - DENOMINATION- DUREE - OBJET – SIEGE SOCIAL

Article 1 : Forme

Par acte sous seing privé du 18/01/2011, la société a été créée sous forme d'association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'assemblée générale extraordinaire tenue le 14 mars 2015 a opté, dans le cadre de la procédure prévue par l'article 28bis de la loi du 10 septembre 1947, pour la forme de société coopérative d'intérêt collectif anonyme à capital variable régie par les textes suivants :

- les présents statuts ;
- la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, notamment le Titre II ter portant statut des SCIC et le décret n° 2002-241 du 21 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif ;
- les articles L.231-1 à L.231-8 du Code de commerce applicables aux sociétés à capital variable ;
- le livre II du Code de commerce ainsi que le décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales codifié dans la partie réglementaire du Code de commerce.

Article 2 : Dénomination

La société a pour dénomination : « **Nouveau Monastère** »

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société Coopérative d'Intérêt Collectif Anonyme, à capital variable » ou du signe « SCIC SA à capital variable ».

Article 3 : Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans, à compter du jour de la déclaration à la préfecture de l'association, soit le 17/01/2110, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 4 : Objet

Commentaire [ez 3]: 2^{ème} partie proposée par le groupe de travail utilité sociale suite à la rencontre du 18/01/2020

L'intérêt collectif défini en préambule se réalise notamment à travers les activités suivantes :

- Gestion d'un Centre international de séjour, lieu d'hébergement résidentiel ;
- Restauration dans le cadre des séjours ou à emporter ;
- Accueil ou organisation d'évènements ;
- Accueil des activités économiques complémentaires sur le site du Monastère ;
- Accueil de résidences artistiques

Commentaire [GTS4]: ce volet est essentiel pour l'activité, nous proposons de le décrire comme un point à part entière pour le rendre plus visible

Commentaire [GTS5]: comme c'est une activité un peu à part et reconnue et financée par le département, nous vous proposons d'en faire un point

Et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.

Commentaire [GTS6]: Même si ce paragraphe semble un peu fourre-tout, il permet à la SCIC de la couvrir en cas d'action ponctuelle qui ne rentrerait pas dans le champ des activités listées ci-dessus

L'objet de la SCIC rend celle-ci éligible aux conventions, agréments et habilitations mentionnées à l'article 19 quinquies de la loi du 10 septembre 1947.

Par ailleurs, la SCIC Nouveau Monastère est une entreprise coopérative à vocation sociale. Installée dans un bâtiment inscrit dans l'histoire de la vallée de Quint, elle développe et soutient des initiatives sociales, économiques et solidaires qui contribuent au rayonnement et à la cohésion à l'échelle de ce territoire rural.

A cette fin, elle :

- crée, au travers de son activité d'hébergement et sa programmation culturelle, des conditions d'accueil accessibles à une grande diversité de publics ;
- pratique une économie circulaire fondée sur les circuits courts et la valorisation des savoir-faire des acteurs du territoire ;
- œuvre pour l'insertion socioprofessionnelle de publics en difficulté, éloignés de l'emploi, en les associant à la gestion démocratique de l'entreprise ;
- entretient la participation citoyenne en créant des opportunités régulières d'échanges et de dialogue entre l'ensemble de ses parties prenantes ;
- s'affirme comme un lieu de création, de valorisation et de transmission d'expériences en contribuant ainsi activement au rayonnement du territoire
- protège et améliore le patrimoine local dans une démarche éco-responsable.

En cela, la SCIC Nouveau Monastère est un lieu ressource du territoire. Son action est dédiée au bien-être, à l'éducation, à la réduction des inégalités sociales et au développement durable. C'est en soutenant les initiatives des habitants et des acteurs locaux qu'elle met en œuvre son projet dans le respect et l'application des principes coopératifs. Son action est créatrice de valeur à l'échelle du territoire.

Article 5 : Siège social

Le siège social est fixé : Ancien monastère de Sainte-Croix, 54, place de l'Église-Temple, 26150 Sainte-Croix

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision des associés statuant à la majorité requise pour la modification des statuts.

Nouveau Monastère - SCIC SA avec collègues de vote

TITRE II
APPORT ET CAPITAL SOCIAL – VARIABILITE DU CAPITAL

Article 6 : Apports et capital social initial

Le capital social initial a été fixé à 23 800 euros (vingt-trois mille huit cent euros) divisé en 238 parts de 100€ (cent euros) chacune, non numérotées en raison de la variabilité du capital social et réparties entre les associés proportionnellement à leurs apports.

Apports en numéraire

Le capital est réparti entre les différents types d'associés de la manière suivante :

SALARIES

<i>Nom, Prénom</i>	<i>Adresse</i>	<i>Nombre de parts</i>	<i>Capital souscrit</i>	<i>Capital libéré</i>
SAUVAGE Frédéric	24, rue du Collège 26150 Die	10	1000€	250€
MEUNIER Catherine	Hameau de Saint Etienne 26150 Saint-Andéol	1	100€	100€
Total Salariés		11	1100€	350€

BENEFICAIRES

<i>Nom, Prénom ou Raison Sociale</i>	<i>Adresse ou siège social</i>	<i>Nombre de parts</i>	<i>Capital souscrit</i>	<i>Capital libéré</i>
DESTRAIT Florence	Le Vieux Village 26150 Aix-en-Diois	5	500,00€	500,00€
WISPER VZW	Vaartkom 4, B-3000 Leuven Blegique	5	500,00€	500,00€
Jaillance SA	355, avenue de la Clairette 26150 Die	20	2000,00€	2000,00€
Domaine Achard-Vincent	Le Village 26150 Sainte-Croix	5	500,00€	250,00€
MARCEL Thierry	Le village 26150 Ponet	5	500,00€	125,00€
SCIC SA La Carline	21 rue du Viaduc 26150 DIE	5	500,00€	500,00€
L'âme des simples	Les Tourettes 26150 Vachères-en-Quint	5	500,00€	500,00€
SARL Solaure Conseils	ZA de Cocause 26150 Die	5	500,00€	500,00€
GAEC Villeneuve	Qt Villeneuve, 2610 St Julien-en-Quint	5	500,00€	500,00€
Les Sorcières du Vercors	Les Tourettes 26150 Vachères-en-Quint	5	500,00€	200,00€

Association Valdec'Quint	Le village 26150 St Julien-en-Quint	5	500,00€	500,00€
BARBIER Emmanuel	Chemin de l'Aure 26150 Die	10	1000,00€	1000,00€
SAS Safran	Les Cascades 26400 Mirabel-et-Blacons	5	500,00€	500,00€
	Total Bénéficiaires	85	8 500,00€	7 575,00€

AUTRES TYPES D'ASSOCIES

Nom, Prénom ou Raison Sociale	Adresse ou siège social	Nombre de parts	Capital souscrit	Capital libéré
BAUSSANNE Hervé	12, Montée de la Barbeyere 26400 Crest	5	500,00€	500,00€
FINISTAURI Alexandre	Le village 26150 Pontaix	10	1000,00€	1000,00€
LECOCQ Alain	60 impasse Tartussane 26150 Die	20	2000,00€	2000,00€
HAUN Jochen	Les Tourettes 26150 Vachères- en-Quint	20	2000,00€	2000,00€
HUGAND Stéphane	Le Vieux Village 26150 Aix-en- Diois	5	500,00€	500,00€
WARTENA Elisabeth	Les Tourettes 26150 Vachères- en-Quint	5	500,00€	500,00€
MONGE Nadine	L'Eguillot 26150 Sainte-Croix	1	100,00€	100,00€
LIGOUY Caroline	50 B impasse Bellevue 26150 Die	5	500,00€	500,00€
TEIL Martine	380 route des Lamberts 26310 Miscon	1	100,00€	100,00€
GUILLET Alain	1120 Chemin des Combes 26150 Die	1	100,00€	100,00€
PONCET Sylvie	Le Village 26150 Sainte-Croix	1	100,00€	100,00€
PELLERIN Colette	Le Village 26150 Sainte-Croix	1	100,00€	100,00€
JACQ Béatrice	Hameau de St Etienne 26150 Saint-Andéol	1	100,00€	100,00€
CANIVET Olivier	Le Village 26150 Vachères-en- Quint	1	100,00€	100,00€
GIRARD-YEL Hélène	QtRuisse 26150 Saint-Julien- en-Quint	1	100,00€	100,00€
BIZOUARD Isabelle	Le Moulinage 26150 Sainte- Croix	5	500,00€	500,00€
Association Le Monastère de Ste-Croix	Chez Michel Leclercq 26310 Montlaur-en-Diois	10	1000,00€	1000,00€
MAGNAN Jean-Jacques	Le Village 26400 Francillon-sur- Roubion	1	100,00€	100,00€
CARON Pascale	1120 Chemin des Combes 26150 Die	1	100,00€	100,00€
LEBOSSÉ Joël	1120 Chemin des Combes 26150 Die	1	100,00€	100,00€
BODINIER Marc	1120 Chemin des Combes 26150 Die	2	200,00€	200,00€
DAS Peter	Oudstrijderslaan 2, B-3012 WILSELE Belgique	1	100,00€	100,00€
BUIS Bernard	26310 Lesche-en-Diois	1	100,00€	100,00€
CROISET Christiane	1120 Chemin des Combes 26150 Die	1	100,00€	100,00€

RAVELLI Brigitte	Le Filiore 26340 St Benoît-en-Diois	5	500,00€	500,00€
RAVELLI Claude	Le Filiore 26340 St Benoît-en-Diois	5	500,00€	500,00€
GUELLERIN Jean-Louis	30 rue de l'Armellerie 26150 Die	5	500,00€	500,00€
LENOIR Marie-Pierre	Hameau de Ribière 26150 Saint-Andéol	1	100,00€	100,00€
DUMAS Roger	Résidence St Sauvin 26460 Bourdeaux	1	100,00€	100,00€
CHABERT Laurent	2, rue du Treuil 26150 Die	1	100,00€	100,00€
HUVET Florence	Les Tourettes 26150 Vachères-en-Quint	3	300,00€	300,00€
GRANDCHAMP Annie	38 rue Jean Jaurès 77130 Montereau	1	100,00€	100,00€
GRANCHAMP Gérard	38 rue Jean Jaurès 77130 Montereau	1	100,00€	100,00€
MOREAU Cédriane	51 rue de la Glacière 69600 Oullins	1	100,00€	100,00€
GAUTIER Bruno	51 rue de la Glacière 69600 Oullins	1	100,00€	100,00€
MARSHALL-ATGER Allison	Chantemerle 26150 Die	2	200,00€	200,00€
DE MERLIER Roland	26150 Saint-Andéol	5	500,00€	500,00€
DE COMBETTES DE CAUMON Sarah	Hameau de St Etienne 26150 Saint-Andéol	1	100,00€	100,00€
BOMPARD Jean-Marie	380, route des Lamberts 26310 Miscon	1	100,00€	100,00€
MONIER Jocelyne	Le Village 26150 Sainte-Croix	1	100,00€	100,00€
BLANC Danielle	26190 Saint-Laurent-en-Royans	1	100,00€	100,00€
Commune de Sainte-Croix	Le Village 26150 Sainte-Croix	5	500,00€	250,00€
	Total autres types d'associés	142	14 200,00€	13 950,00€

Le montant total des parts souscrites est ainsi de 23 800€ (vingt-trois mille huit cents euros), dont 21 875 € (vingt et un mille huit cent soixante-quinze euros) ont été libérés.

Chaque part sociale a été libérée d'au moins le quart au moment de leur souscription. La libération du surplus, pour une somme de 1925€ (mille neuf cent vingt-cinq euros), interviendra en une ou plusieurs fois sur appels du conseil d'administration dans un délai maximum de deux ans à compter de l'assemblée générale de transformation soit au plus tard le 14 mars 2017.

Le total du capital libéré est de 21 875€ ainsi qu'il est attesté par la banque *BANQUE POPULAIRE*, agence de 26150 DIE, dépositaire des fonds.

Article 7 : Variabilité du capital

Le capital est variable. Il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les associés, soit par l'admission de nouveaux associés.

Toute souscription de parts donne lieu à la signature d'un bulletin de souscription en deux originaux par l'associé.

Le capital peut diminuer à la suite de retraits, perte de la qualité d'associé, exclusions, décès et remboursements, dans les cas prévus par la loi et les statuts sous réserve des limites et conditions prévues ci-après.

Article 8 : Capital minimum

Le capital social ne peut être ni inférieur à 18 500 €, ni réduit, du fait de remboursements, au-dessous du quart du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la coopérative.

Par application de l'article 7 de la loi du 10 septembre 1947 modifié par la loi n° 2008-679 du 3 juillet 2008, les coopératives constituées sous forme de sociétés à capital variable régies par les articles L.231-1 et suivants du Code de commerce ne sont pas tenues de fixer dans leurs statuts le montant maximal que peut atteindre leur capital.

Article 9 : Parts sociales

9.1 - Valeur nominale et souscription

La valeur des parts sociales est uniforme. Si elle vient à être portée à un chiffre supérieur à celui fixé à l'article 6, il sera procédé au regroupement des parts déjà existantes de façon telle que tous les associés demeurent membres de la coopérative.

Aucun associé n'est tenu de souscrire et libérer plus d'une seule part lors de son admission sous réserve des dispositions de l'article 14.2.

La responsabilité de chaque associé ou détenteur de parts est limitée à la valeur des parts qu'il a souscrites ou acquises.

Les parts sociales sont nominatives et indivisibles. La coopérative ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elle.

9.2 - Transmission

Les parts sociales ne sont transmissibles à titre gracieux ou onéreux qu'entre associés après agrément de la cession par le conseil d'administration, nul ne pouvant être associé s'il n'a pas été agréé dans les conditions statutairement prévues.

Le décès de l'associé personne physique entraîne la perte de la qualité d'associé, les parts ne sont, en conséquence, pas transmissibles par décès.

Article 10 : Nouvelles souscriptions

Le capital peut augmenter par toutes souscriptions effectuées par des associés qui devront, préalablement à la souscription et à la libération de leurs parts, obtenir l'autorisation du conseil d'administration et signer le bulletin cumulatif de souscription en deux originaux.

Article 11 : Annulation des parts

Les parts des associés retrayants, ayant perdu la qualité d'associé, exclus ou décédés sont annulées. Les sommes qu'elles représentent sont assimilées à des créances ordinaires et remboursées dans les conditions prévues à l'article 17.

Aucun retrait ou annulation de parts ne peut être effectué s'il a pour conséquence de faire descendre le capital social en deçà du seuil prévu à l'article 8.

TITRE III ASSOCIES - ADMISSION – RETRAIT – NON-CONCURRENCE

Article 12 : **Associés et catégories**

12.1 - Conditions légales

La loi impose que figurent parmi les associés au moins deux personnes ayant respectivement avec la coopérative la double qualité :

- d'associé et de salarié ;
- d'associé et de bénéficiaire à titre habituel gratuit ou onéreux des activités de la coopérative.

Elle impose également la présence d'un troisième associé qui devra, outre sa qualité d'associé, répondre à l'une des qualités suivantes :

- être une personne physique qui participe bénévolement à l'activité de la coopérative ;
- être une collectivité publique ou son groupement ;
- être une personne physique ou morale qui contribue par tout autre moyen que ceux précités à l'activité de la coopérative.

Toutefois, si parmi ces collectivités publiques associées, figurent des collectivités territoriales ou leurs groupements, ces dernières ne peuvent pas détenir ensemble plus de 50 % du capital de la société.

La société répond à cette obligation légale lors de la signature des statuts. Elle mettra tout en œuvre pour la respecter pendant l'existence de la SCIC.

Si, au cours de l'existence de la société, l'un de ces trois types d'associés vient à disparaître, le conseil d'administration devra convoquer l'assemblée générale extraordinaire afin de décider s'il y a lieu de régulariser la situation ou de poursuivre l'activité sous une autre forme coopérative.

12.2 - Catégories

Les catégories sont des groupes de sociétaires qui ont un rapport de nature distincte aux activités de la société. Leur rassemblement crée le multi sociétariat qui caractérise la SCIC. Ces catégories prévoient, le cas échéant, des conditions de candidature, de souscription, d'admission et de perte de qualité d'associé pouvant différer.

Les catégories sont exclusives les unes des autres.

La création de nouvelles catégories ainsi que la modification de ces catégories sont décidées par l'assemblée générale extraordinaire.

Sont définies dans la SCIC SA Nouveau Monastère, les **cinq** catégories d'associés suivantes :

Associés salariés

1. Catégorie des salariés
Les salarié(e)s titulaires d'un contrat de travail, ayant cumulé au sein de la société une ancienneté équivalente à 1 équivalent temps plein (ETP) sur 6 mois.

Associés bénéficiaires

2. Catégorie des locataires
Les personnes morales ou physiques liées par une convention d'utilisation d'espace avec la SCIC pour mener une activité économique.
3. Catégorie des clients et usagers
Les personnes morales ou physiques qui bénéficient régulièrement d'une prestation de service de la SCIC.
4. Catégorie des fournisseurs et partenaires économiques
Les fournisseurs de produits et services pour la SCIC, et personnes morales ayant un partenariat économique avec la SCIC.

3. Catégorie des clients / usagers et des partenaires économiques
Les personnes morales ou physiques qui bénéficient ou ont bénéficié régulièrement d'une prestation de service de la SCIC ainsi que les fournisseurs de produits et services pour la SCIC, et les personnes morales ayant un partenariat économique avec la SCIC.

Commentaire [GTS7]: Proposition de fusion et d'y intégrer ceux qui ont bénéficié par le passé

Autres associés

4. Catégorie des fondateurs
Les membres du conseil d'administration et les co-gestionnaires de l'association en 2014
5. Catégorie des partenaires institutionnels et territoriaux
Les collectivités et associations (environnementales, sportives, patrimoniales, etc.) du territoire
6. Catégorie des sympathisants
Toute personne physique ou morale soutenant le projet
5. Catégorie des sympathisants, des partenaires institutionnels et territoriaux
Les collectivités, associations (environnementales, sportives, patrimoniales, etc.), entreprises du territoire et toute personne physique ou morale soutenant le projet.

Commentaire [GTS8]: Proposition de fusion et ajout du statut entreprise

Un associé qui souhaiterait changer de catégorie doit adresser sa demande au conseil d'administration en indiquant de quelle catégorie il souhaiterait relever. Le conseil d'administration est seul compétent pour décider du changement de catégorie.

Article 13 : Candidatures

Peuvent être candidates toutes les personnes physiques ou morales qui entrent dans l'une des catégories définies à l'article 12.2 et respectent les modalités d'admission prévues dans les statuts.

Article 14 : Admission des associés

Tout nouvel associé s'engage à souscrire et libérer au moins une part sociale lors de son admission sauf conditions particulières énoncées à l'article 14.2.

14.1 Modalités d'admission

L'admission est régie par les dispositions décrites ci-dessous.

Lorsqu'une personne physique ou morale souhaite devenir associée, elle doit présenter sa candidature par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par lettre remise en main propre avec accusé de réception, au conseil d'administration.

L'admission d'un nouvel associé est du seul ressort du conseil d'administration. Cependant, en cas de rejet de sa candidature par le conseil d'administration, le candidat peut en demander un réexamen lors de la prochaine assemblée générale ordinaire. Dans ce cas, l'assemblée générale statue sur cette candidature dans les conditions prévues pour les délibérations ordinaires. En cas de rejet de sa candidature, qui n'a pas à être motivé, le candidat peut renouveler celle-ci tous les ans.

Les parts sociales souscrites lors de l'admission d'un candidat au sociétariat **doivent être libérées d'un quart au moins au moment de leur souscription**, la libération du surplus devant être effectuée **dans un délai maximum de deux ans** sur appels du conseil d'administration à partir de la date à laquelle la souscription est devenue définitive.

Le statut d'associé prend effet après agrément du conseil d'administration, ou le cas échéant de l'assemblée générale, sous réserve de la libération de la ou des parts souscrites dans les conditions statutairement prévues.

Le statut d'associé confère la qualité de coopérateur. Le conjoint d'un associé coopérateur n'a pas, en tant que conjoint la qualité d'associé et n'est donc pas coopérateur. Les mêmes dispositions sont applicables en cas de Pacs.

La candidature au sociétariat emporte acceptation des statuts et du règlement intérieur de la SCIC.

14.2 Souscriptions initiales

Les souscriptions sont liées à la double qualité de coopérateur et d'associé mentionnée à l'article 12.

14.2.1 - Souscriptions des personnes physiques

L'associé personne physique souscrit et libère au moins 1 part(s) sociale(s) lors de son admission.

14.2.2 Souscriptions des collectivités territoriales

L'associé collectivité territoriale de moins de 500 habitants souscrit et libère au moins 5 part(s) sociale(s) lors de son admission et libère au moins le quart des parts souscrites.

L'associé collectivité territoriale de 500 habitants ou plus souscrit et libère au moins 10 part(s) sociale(s) lors de son admission et libère au moins le quart des parts souscrites.

14.2.3 - Souscriptions des personnes morales (hors collectivités territoriales)

L'associé personne morale souscrit et libère au moins 5 part(s) sociale(s) lors de son admission et libère au moins le quart des parts souscrites.

14.3 Modification des montants de souscription des nouveaux associés

La modification de ces critères applicables pour les nouveaux associés est décidée par l'assemblée des associés statuant dans les conditions fixées pour la modification des statuts.

Article 15 : Perte de la qualité d'associé

La qualité d'associé se perd :

- par la démission de cette qualité, notifiée par écrit au Président du conseil d'administration et qui prend effet immédiatement, sous réserve des dispositions de l'article 11 ;
- par le décès de l'associé personne physique ;
- par la décision de liquidation judiciaire de l'associé personne morale ;
- par l'exclusion prononcée dans les conditions de l'article 16 ;
- par la perte de plein droit de la qualité d'associé.

La perte de qualité d'associé intervient de plein droit :

- lorsqu'un associé cesse de remplir l'une des conditions requises à l'article 12 ;
- pour l'associé salarié à la date de la cessation de son contrat de travail, quelle que soit la cause de la rupture de son contrat. Néanmoins, s'il souhaite rester associé et dès lors qu'il remplit les conditions de l'article 12, le salarié pourra demander un changement de catégorie d'associés au conseil d'administration seul compétent pour décider du changement de catégorie et qui devra se prononcer avant la fin du préavis ;
- pour toute association loi 1901 n'ayant plus aucune activité ;
- lorsque l'associé qui n'a pas été présent ou représenté à trois assemblées générales ordinaires annuelles consécutives n'est ni présent, ni représenté lors de l'assemblée générale ordinaire suivante, soit la quatrième.

Le Président du conseil d'administration devra avertir l'associé en cause des conséquences de son absence au plus tard lors de l'envoi de la convocation à cette quatrième assemblée générale ordinaire. Cet avertissement sera communiqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sous réserve de cette information préalable, la perte de la qualité d'associé intervient dès la clôture de l'assemblée.

Dans tous les cas, la perte de plein droit de la qualité d'associé est constatée par le conseil d'administration qui en informe les intéressés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les dispositions ci-dessus ne font pas échec à celles de l'article 8 relatives au capital minimum.

Lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice, le conseil d'administration communique un état complet du sociétariat indiquant notamment le nombre des associés de chaque catégorie ayant perdu la qualité d'associé.

Article 16 : Exclusion

L'assemblée des associés statuant dans les conditions fixées pour la modification des statuts, peut toujours exclure un associé qui aura causé un préjudice matériel ou moral à la société. Le fait qui entraîne l'exclusion est constaté par le conseil d'administration dont le président est habilité à demander toutes justifications à l'intéressé nonobstant l'application de l'article 18 relatif à l'obligation de non-concurrence.

Une convocation spécifique doit être préalablement adressée à l'intéressé afin qu'il puisse présenter sa défense. L'absence de l'associé lors de l'assemblée est sans effet sur la délibération de l'assemblée. L'assemblée apprécie librement l'existence du préjudice.

La perte de la qualité d'associé intervient dans ce cas à la date de l'assemblée qui a prononcé l'exclusion.

Article 17 : Remboursement des parts des anciens associés et remboursements partiels des associés

17.1 Montant des sommes à rembourser

Le montant du capital à rembourser aux associés dans les cas prévus aux articles 15 et 16, est arrêté à la date de clôture de l'exercice au cours duquel la perte de la qualité d'associé est devenue définitive ou au cours duquel l'associé a demandé un remboursement partiel de son capital social.

Les associés n'ont droit qu'au remboursement du montant nominal de leurs parts, sous déduction des pertes éventuelles apparaissant à la clôture de l'exercice.

Pour le calcul de la valeur de remboursement de la part, les pertes s'imputent pour partie sur les réserves statutaires et pour partie sur le capital. Le montant des pertes à imputer sur le capital se calcule selon la formule suivante :

Pour le calcul de la valeur de remboursement de la part sociale, il est convenu que les pertes s'imputent prioritairement sur les réserves statutaires.

17.2 Pertes survenant dans le délai de 5 ans

S'il survenait dans un délai de cinq années suivant la perte de la qualité d'associé, des pertes se rapportant aux exercices durant lesquels l'intéressé était associé de la coopérative, la valeur du capital à rembourser serait diminuée proportionnellement à ces pertes. Au cas où tout ou partie des parts de l'ancien associé auraient déjà été remboursées, la coopérative serait en droit d'exiger le reversement du trop-perçu.

17.3 Ordre chronologique des remboursements et suspension des remboursements

Les remboursements ont lieu dans l'ordre chronologique où ont été enregistrées les pertes de la qualité d'associé ou la demande de remboursement partiel.

Ils ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital à un montant inférieur au minimum prévu à l'article 8. Dans ce cas, l'annulation et le remboursement des parts ne sont effectués qu'à concurrence de souscriptions nouvelles permettant de maintenir le capital au moins à ce minimum.

17.4 Délai de remboursement

Les anciens associés et leurs ayants droit ne peuvent exiger, avant un délai de 5 ans, le règlement des sommes leur restant dues sur le remboursement de leurs parts, sauf décision de remboursement anticipé prise par le conseil d'administration. Le délai est précompté à compter de la date de la perte de la qualité d'associé ou de la demande de remboursement partiel.

Le montant dû aux anciens associés ou aux associés ayant demandé un remboursement partiel ne porte pas intérêt.

17.5 Remboursements partiels demandés par les associés

La demande de remboursement partiel est faite auprès du président du conseil d'administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre décharge.

Les remboursements partiels sont soumis à autorisation préalable du conseil d'administration.

Ils ne peuvent concerner que la part de capital excédant le minimum statutaire de souscription prévu à l'article 14.2 des présents statuts.

Article 18 : Non-concurrence

Sauf accord exprès du conseil d'administration, tout associé de la société s'interdit, pendant la période durant laquelle il fait partie de la société et pendant une période de deux ans à compter de la perte de la qualité d'associé de participer, directement ou indirectement, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, à des activités de même nature que celles exploitées ou développées par la société et exercées dans la zone géographique définie ci-après.

A cette fin, il s'engage notamment :

- à n'exercer aucune fonction de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance au sein d'une entreprise exploitant ou développant de telles activités,
- à ne pas démarcher les clients de la société et à ne pas débaucher ses salariés.

Cette interdiction porte sur la zone géographique comprise dans un rayon de trente kilomètres à vol d'oiseau du siège social et/ou de tout établissement permanent de la société.

Cette disposition ne prive pas l'associé de la possibilité d'être salarié d'une entreprise exerçant une activité de même nature.

La violation de l'interdiction pourra donner lieu à attribution de dommages-intérêts au profit de la société.

TITRE IV COLLEGES DE VOTE
--

Article 19 : Définition et modification des collèges de vote

Les collèges de vote ne sont pas des instances titulaires de droits particuliers ou conférant des droits particuliers à leurs membres. Sans exonérer du principe un associé = une voix, ils permettent de comptabiliser le résultat des votes en assemblée générale en pondérant le résultat de chaque vote en fonction de l'effectif ou de l'engagement des coopérateurs. Ils permettent ainsi de maintenir l'équilibre entre les groupes d'associés et la garantie de la gestion démocratique au sein de la coopérative.

Les membres des collèges peuvent se réunir aussi souvent qu'ils le souhaitent pour échanger sur des questions propres à leur collège. Ces échanges ne constituent pas des assemblées au sens des dispositions du Code de commerce, et les frais de ces réunions ne sont pas pris en charge par la société. Les délibérations qui pourraient y être prises n'engagent, à ce titre, ni la société, ni ses mandataires sociaux, ni les associés.

19.1 Définition et composition

Il est défini 3 collèges de vote au sein de la SCIC SA Nouveau Monastère. Leurs droits de vote et composition sont les suivants :

Nom collège	Composition du collège de vote	Droit de vote
A. Acteurs du lieu	Salariés, colocataires et fondateurs (catégories 1, 2, 4)	50%
B. Partenaires économiques	Clients/usagers et fournisseurs (catégorie 3)	30%
C. Partenaires de soutien	Partenaires institutionnels et territoriaux, et sympathisants (catégorie 5)	20%

Lors des assemblées générales des associés, pour déterminer si la résolution est adoptée par l'assemblée, les résultats des délibérations sont totalisés par collège de vote auxquels sont appliqués les coefficients ci-dessus avec **la règle de la proportionnalité**.

Il suffit d'un seul membre pour donner naissance, de plein droit, à l'un des collèges mentionné ci-dessus.

Ces collèges ne sont pas préfigurés par les catégories et peuvent être constitués sur des bases différentes.

Chaque associé relève d'un seul collège de vote. En cas d'affectation possible à plusieurs collèges de vote, c'est le conseil d'administration qui décide de l'affectation d'un associé.

Un associé qui cesse de relever d'un collège de vote mais remplit les conditions d'appartenance à un autre peut demander son transfert par écrit au conseil d'administration qui accepte ou rejette la demande et informe l'assemblée générale de sa décision.

19.2 Défaut d'un ou plusieurs collèges de vote

Lors de la constitution de la société, si un ou deux des collèges de vote cités ci-dessus ne comprennent aucun associé, ou si au cours de l'existence de la société des collèges de vote venaient à disparaître sans que leur nombre ne puisse descendre en dessous de 3, les droits de vote correspondants seront répartis de façon égalitaire entre les autres collèges restants, sans pouvoir porter le nombre de voix d'un collège à plus de 50 %.

Si, au cours de l'existence de la société, le nombre de collèges de vote descendait en dessous de 3, la pondération des voix prévue à l'article 19.1 ne s'appliquerait plus aux décisions de l'assemblée générale.

Comme indiqué ci-dessus, il suffit d'un seul membre pour donner ou redonner naissance, de plein droit, à l'un des collèges de vote mentionné ci-dessus.

19.3 Modification du nombre, de la composition des collèges de vote ou de la répartition des droits de vote

La modification de la composition des collèges ou du nombre de collèges de vote peut être proposée par le conseil d'administration à l'assemblée générale extraordinaire.

Une demande de modification peut également être émise par des associés dans les conditions de l'article 23.3. Elle doit être adressée par écrit au Président du conseil d'administration. La proposition du conseil d'administration ou la demande des associés doit être motivée et comporter un ou des projet(s) de modification soit de la composition des collèges, soit de leur nombre, soit des deux.

Indépendamment d'une modification de la composition ou du nombre des collèges de vote, le conseil d'administration ou des associés, dans les conditions prévues aux dispositions de l'article 23.3, peuvent demander à l'assemblée générale extraordinaire la modification de la répartition des droits de vote détenus par les collèges.

TITRE V
CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTION GENERALE

Article 20 : **Conseil d'administration**

20.1 Composition

La coopérative est administrée par un conseil d'administration composé de 3 à 18 membres au plus, associés **ou non**, nommés au scrutin secret et à la majorité des suffrages par l'assemblée générale (article 24.2.2).

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales. Dans ce dernier cas, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de **soixante-quinze** ans ne peut être supérieur au tiers du nombre total des administrateurs. Les représentants permanents des personnes morales sont pris en compte dans ce quota. Si cette limite est dépassée, l'administrateur le plus âgé sera réputé démissionnaire d'office.

Tout associé salarié peut être nommé en qualité de membre du conseil d'administration sans perdre, le cas échéant, le bénéfice de son contrat de travail.

La démission, le non-renouvellement ou la révocation des fonctions d'administrateur ne portent pas atteinte au contrat de travail éventuellement conclu par l'intéressé avec la coopérative, qu'il ait été suspendu ou qu'il se soit poursuivi parallèlement à l'exercice du mandat.

20.2 Durée des fonctions – Jetons de présence

La durée des fonctions des administrateurs est de trois ans.

Le conseil est renouvelable par tiers tous les ans. L'ordre de première sortie est déterminé par tirage au sort effectué en séance du conseil d'administration (en cas de nombre impair, le nombre des premiers sortants est arrondi à l'inférieur). Une fois établi, le renouvellement a lieu par ordre d'ancienneté de nomination.

Les fonctions d'administrateur prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les administrateurs sont rééligibles. Ils sont révocables à tout moment par l'assemblée générale ordinaire, même si cette question ne figure pas à l'ordre du jour.

En cas de vacance par suite de décès ou de démission, et à condition que trois membres au moins soient en exercice, le conseil peut pourvoir au remplacement du membre manquant en cooptant un nouvel administrateur ~~du même collège~~ pour le temps qui lui restait à courir. Le choix du conseil doit être soumis à la ratification de la prochaine assemblée générale.

Commentaire [GTS9]: Complexifiait la relève.

Si le nombre des administrateurs devient inférieur à trois, les administrateurs restants doivent réunir immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du conseil.

Les administrateurs peuvent percevoir à titre de jetons de présence une somme fixe annuelle allouée par l'assemblée générale en rémunération de leur activité. L'assemblée en détermine le montant et le conseil d'administration la répartition entre les administrateurs.

20.3 Révocation d'un administrateur

Commentaire [GTS10]: Ajout de cet article

Lorsqu'un administrateur est absent à trois réunions consécutives du Conseil d'Administration, la proposition de révocation doit être portée à l'ordre du jour de la plus prochaine Assemblée générale.

20.4 Réunions du conseil

Le conseil se réunit au moins deux fois par an.

Il est convoqué, par tous moyens, par son président ou la moitié de ses membres. Si le conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, les administrateurs constituant au moins le tiers du conseil peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la séance, demander au Président de convoquer le conseil.

En cas de dissociation des fonctions de direction, le directeur général peut également demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Le Président ne pourra tenir des conseils d'administration par des moyens de télé transmission, y compris par audioconférence et visioconférence, que si un règlement intérieur définissant les modalités de recours à ces moyens, qui doivent permettre l'identification des administrateurs, est mis en place par le conseil d'administration.

Une réunion physique se tiendra obligatoirement pour :

- L'arrêté des comptes annuels ;
- L'arrêté du rapport de gestion du conseil d'administration ;
- Le choix du mode de direction générale ; cumul ou dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général ;
- Toute opération de fusion-scission ;
- Toute opération de cession d'actifs.

Un administrateur peut se faire représenter par un autre administrateur. Le nombre de pouvoir pouvant être détenu par un administrateur est limité à un.

La présence de la moitié au moins des membres du conseil est nécessaire pour la validité de ses délibérations.

Les administrateurs représentés ne sont pas pris en compte pour le calcul du quorum.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Le commissaire aux comptes est convoqué à toutes les réunions du conseil qui examinent ou arrêtent les comptes annuels ou intermédiaires.

Les administrateurs, ainsi que toute personne participant aux réunions du conseil, sont tenus à une obligation de discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le président de séance.

Les délibérations prises par le conseil d'administration obligent l'ensemble des administrateurs y compris les absents, incapables ou dissidents.

Il est tenu :

- un registre de présence, signé à chaque séance par les administrateurs présents ;
- un registre des procès-verbaux, lesquels sont signés par le président de séance et au moins un administrateur.

20.5 Pouvoirs du conseil

20.5.1 Détermination des orientations de la société.

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'associés et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Les membres du conseil d'administration peuvent se faire communiquer tous les documents qu'ils estiment utiles. La demande de communication d'informations ou de documents est faite au président du conseil d'administration ou au directeur général.

20.5.2 Choix du mode de direction générale

Le conseil d'administration décide soit de confier la direction générale au Président du conseil, soit de désigner un directeur général.

20.5.3 Comité d'études

Le conseil d'administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumettent, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité. Il fixe la rémunération des personnes les composant.

20.4.4 Autres pouvoirs

Le conseil d'administration dispose notamment des pouvoirs suivants :

- convocation des assemblées générales ;
- établissement des comptes sociaux et du rapport annuel de gestion ;
- autorisation des conventions passées entre la société et un administrateur ;
- transfert de siège social dans le même département ou un département limitrophe ;
- cooptation d'administrateurs ;
- nomination et révocation du président du conseil d'administration, du directeur général, des directeurs généraux délégués ;
- répartition des jetons de présence ;
- décision d'émission de titres participatifs ;
- décision d'émission d'obligations ;
- autorisation préalable de cautions, avals et garanties.

Sans que les intéressés prennent part à la décision, il fixe les rémunérations et avantages attribués au président et, s'il y a lieu, au directeur général et au directeur général délégué ou à l'administrateur exerçant une délégation temporaire des fonctions de président.

Article 21 : Président et Directeur Général

21.1 Dispositions communes

La démission, le non-renouvellement ou la révocation des fonctions de président, ou du directeur général, ne portent atteinte ni au contrat de travail éventuellement conclu par le ou les intéressés avec la coopérative, ni aux autres relations résultant de la double qualité d'associé coopérateur.

21.2 Président

21.2.1 Désignation

Le conseil d'administration élit, parmi ses membres, un président qui doit être une personne physique et âgé de moins de soixante-cinq ans. Lorsqu'en cours de mandat il atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office et il est procédé à son remplacement.

Le président est nommé pour la durée restant à courir de son mandat d'administrateur ; il est rééligible. Il peut être révoqué à tout moment par le conseil d'administration.

21.2.2 Pouvoirs

Le Président du conseil d'administration organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il a, notamment, le pouvoir de convoquer le conseil d'administration à la requête de ses membres dans les conditions énumérées à l'article 20.3 et du directeur général s'il en est désigné un. Il communique aux commissaires aux comptes les conventions autorisées par le conseil. Il transmet aux administrateurs et commissaires aux comptes la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales.

Il transmet les orientations aussi bien sociales qu'économiques, contrôle la bonne gestion, et la mise en œuvre des orientations définies par le conseil d'administration.

Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Les pouvoirs et obligations liés aux opérations d'augmentation de capital et de procédure d'alerte, ainsi qu'aux opérations n'entrant pas dans le fonctionnement régulier de la société sont exercés par le Président dans les conditions prévues par le Code de commerce.

Lorsque la direction générale de la société est assumée par le président du conseil d'administration, les dispositions relatives au directeur général lui sont applicables.

21.2.3 Délégations

Dans le cas où le Président serait dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, notamment pour cause d'absence, il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un administrateur. Cette délégation doit toujours être donnée pour un temps limité.

Si le Président est dans l'incapacité d'effectuer lui-même cette délégation, le conseil d'administration peut y procéder dans les mêmes conditions.

Le Président ou le conseil d'administration peuvent en outre confier tous mandats spéciaux à toutes personnes, appartenant ou non au conseil, pour un ou plusieurs objets déterminés.

21.3 Directeur général

21.3.1 Désignation

Conformément aux dispositions de l'article L.225-51-1 du code de commerce, la direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général.

Lorsque le conseil d'administration choisit la dissociation des fonctions de président et de directeur général, il procède à la nomination du directeur général, fixe la durée de son mandat qui ne peut excéder celle du mandat du président, détermine sa rémunération au titre de son mandat social et, le cas échéant, limite ses pouvoirs.

Le directeur général est associé **ou non** et doit être âgé de moins de soixante-cinq ans. Lorsqu'en cours de mandat, cette limite d'âge est atteinte, il sera réputé démissionnaire d'office et il sera procédé à son remplacement.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil. S'il est administrateur, ses fonctions de directeur général prennent fin avec l'arrivée à expiration de son mandat d'administrateur.

Un ou plusieurs directeurs généraux délégués peuvent être désignés, sur sa proposition, pour l'assister.

21.3.2 Pouvoirs

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans les limites de l'objet social et sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'associés et au conseil d'administration. Le conseil d'administration peut limiter ses pouvoirs, mais cette limitation n'est pas opposable aux tiers.

Il assure la direction de l'ensemble des services et le fonctionnement régulier de la société. Il représente et engage la société dans ses rapports avec les tiers.

La société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social de la société, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les cautions, avals et garantie doivent faire l'objet d'une autorisation préalable du conseil d'administration.

21.4 Directeur général délégué

Le conseil peut, sur proposition du directeur général, que cette fonction soit assumée par le président du conseil d'administration ou par une autre personne, désigner un directeur général délégué dont, en accord avec le directeur général, il fixe l'étendue et la durée de son mandat.

A l'égard des tiers, le directeur général délégué dispose des mêmes pouvoirs que le directeur général.

Le directeur général délégué doit être une personne physique, associée ou non et âgée de moins de soixante-cinq ans. Lorsqu'en cours de fonctions, cette limite d'âge est atteinte, il est réputé démissionnaire d'office.

Le directeur général délégué est révocable à tout moment par le conseil d'administration, sur proposition du directeur général. S'il est administrateur, ses fonctions de directeur général délégué prennent fin avec l'arrivée à expiration de son mandat d'administrateur.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement, de décès, de démission ou de révocation du directeur général et, sauf décision contraire du conseil d'administration, le directeur général délégué conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau directeur général. Le Conseil peut prendre la décision, conformément aux dispositions de l'article L.225-55 al 2 du code de commerce, de mettre fin aux fonctions du directeur général délégué avant même que le nouveau directeur général soit nommé, sans que celui puisse être considéré comme une révocation sans juste motif.

TITRE VI ASSEMBLEES GENERALES
--

Article 22 : **Nature des assemblées**

Les assemblées générales sont : ordinaire annuelle, ordinaire réunie extraordinairement, ou extraordinaire.

Le conseil d'administration fixe les dates et lieux de réunion des différentes assemblées.

Article 23 : **Dispositions communes et générales**

23.1 Composition

L'assemblée générale se compose de tous les associés y compris ceux admis au sociétariat au cours de l'assemblée dès qu'ils auront été admis à participer au vote.

La liste des associés est arrêtée par le conseil d'administration le 16^{ème} jour qui précède la réunion de l'assemblée générale.

23.2 Convocation et lieu de réunion

Les associés sont convoqués par le conseil d'administration.

A défaut d'être convoquée par le conseil d'administration, l'assemblée peut également être convoquée par :

- les commissaires aux comptes ;
- un mandataire de justice désigné par le tribunal de commerce statuant en référé, à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 5 % du capital social ;
- un administrateur provisoire ;
- le liquidateur.

La première convocation de toute assemblée générale est faite par lettre simple ou courrier électronique adressé aux associés quinze jours au moins à l'avance. Sur deuxième convocation, le délai est d'au moins dix jours.

La convocation électronique est subordonnée à l'accord préalable des associés et à la communication de leur adresse électronique. Il est possible de revenir à tout moment sur cet accord en informant le conseil d'administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les délais ne tiennent pas compte du jour de l'envoi de la lettre.

La lettre de convocation mentionne expressément les conditions dans lesquelles les associés peuvent voter à distance.

Les convocations doivent mentionner le lieu de réunion de l'assemblée. Celui-ci peut être le siège de la société ou tout autre local situé dans le même département, ou encore tout autre lieu approprié pour cette réunion.

23.3 Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Il y est porté les propositions émanant du conseil d'administration et les points ou projets de résolution qui auraient été communiquées vingt-cinq jours au moins à l'avance par le **Comité social et économique** ou par un ou plusieurs associés représentant au moins 5 % du capital si le capital social est au plus égal à 750 000 euros.

23.4 Bureau

L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration, à défaut par le doyen des membres de l'assemblée. Le bureau est composé du Président et de deux scrutateurs acceptants. Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

23.5 Feuille de présence

Il est tenu une feuille de présence comportant, par collègue, le nom, prénom et domicile des associés, le nombre de parts sociales dont chacun d'eux est propriétaire et le nombre de voix dont ils disposent.

Elle est signée par tous les associés présents, tant pour eux-mêmes que pour ceux qu'ils peuvent représenter. Elle est certifiée par le bureau de l'assemblée, déposée au siège social et communiquée à tout requérant.

23.6 Délibérations

Il ne peut être délibéré que sur les questions portées à l'ordre du jour. Néanmoins, l'assemblée peut, à tout moment, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement, même si la question n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

23.7 Modalités de votes

La nomination des membres du conseil d'administration est effectuée à bulletins secrets. Pour toutes les autres questions il est procédé à des votes à main levée, sauf si le bureau de l'assemblée ou la majorité de celle-ci décide qu'il y a lieu de voter à bulletins secrets.

23.8 Droit de vote et vote à distance

Chaque associé a droit de vote dans toutes les assemblées avec une voix. Les abstentions, les votes blancs et les bulletins nuls ne sont pas comptabilisés dans les votes exprimés.

Commentaire [EB11]: Modification réglementaire

Tout associé peut voter à distance dans les conditions suivantes : à compter de la convocation de l'assemblée, un formulaire de vote à distance et ses annexes sont remis ou adressés, aux frais de la société, à tout associé qui en fait la demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par voie électronique.

La société doit faire droit à toute demande déposée ou reçue au siège social au plus tard six jours avant la date de réunion. Le formulaire de vote à distance doit comporter certaines indications fixées par les articles R.225-76 et suivants du code de commerce. Le formulaire doit informer l'associé de façon très apparente que toute abstention exprimée dans le formulaire ou résultant de l'absence d'indication de vote sera assimilée à un vote défavorable à l'adoption de la résolution. Le formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration. Dans ce cas, ce sont les dispositions de l'article R.225-78 du Code de commerce qui sont applicables.

Sont annexés au formulaire de vote à distance les documents prévus à l'article R.225-76 du Code de commerce.

Le formulaire de vote à distance adressé à l'associé pour une assemblée vaut pour toutes les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Les formulaires de vote par correspondance doivent être reçus par la société trois jours avant la réunion.

Le droit de vote de tout associé en retard dans la libération de ses parts sociales est suspendu 30 jours après mise en demeure par le conseil d'administration et ne reprend que lorsque la libération est à jour.

Le conseil d'administration peut décider de mettre en place le vote à distance par voie électronique.

Dans ce cas, le contenu du formulaire de vote à distance électronique est identique au formulaire de vote papier. Les mêmes annexes doivent y être jointes.

Les formulaires électroniques de vote à distance peuvent être reçus par la société jusqu'à la veille de la réunion de l'assemblée au plus tard à 15 heures, heure de Paris (Art R.225-77 du Code de commerce).

En cas de retour de la formule de procuration et du formulaire de vote à distance, la formule de procuration est prise en considération, sous réserve des votes exprimés dans le formulaire de vote à distance.

23.9 Procès-verbaux

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux établis par les membres du bureau et signés par eux.

Ils sont portés sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions réglementaires.

Si, à défaut du quorum requis, une assemblée ne peut délibérer régulièrement, il en est dressé procès-verbal par le bureau de ladite assemblée.

23.10 Effet des délibérations

Nouveau Monastère - SCIC SA avec collèges de vote

L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associés et ses décisions obligent même les absents, incapables ou dissidents.

23.11 Pouvoirs

Un associé empêché de participer personnellement à l'assemblée générale ne peut se faire représenter que par un autre associé, son conjoint ou son partenaire de Pacs.

Les pouvoirs adressés à la coopérative sans désignation d'un mandataire sont comptés comme exprimant un vote favorable à l'adoption des seules résolutions présentées ou soutenues par le conseil d'administration, et défavorable à l'adoption des autres projets de résolutions.

Article 24 : Assemblée générale ordinaire

24.1 Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale ordinaire est :

- sur première convocation, du cinquième des associés ayant droit de vote. Les associés ayant voté à distance ou donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée est convoquée. Elle délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés, mais seulement sur le même ordre du jour.

Les délibérations sont prises à la majorité **exprimée** des voix des associés présents ou représentés calculée selon les modalités précisées à l'article 19.1. **Pour rappel, les abstentions, les votes blancs et les bulletins nuls ne sont pas comptabilisés dans les votes exprimés.**

24.2 Assemblée générale ordinaire annuelle

24.2.1 Convocation

L'assemblée générale ordinaire annuelle se tient dans les six mois de la clôture de l'exercice.

24.2.2 Rôle et compétence

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions autres que celles qui sont réservées à la compétence de l'assemblée générale extraordinaire par la loi et les présents statuts.

Elle exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et notamment :

- approuve ou redresse les comptes,
- fixe les orientations générales de la coopérative,
- agréé les nouveaux associés,
- élit les membres du conseil d'administration et peut les révoquer, fixe le montant des jetons de présence,
- approuve les conventions passées entre la coopérative et un ou plusieurs membres du conseil d'administration,
- désigne les commissaires aux comptes,
- ratifie l'affectation des excédents proposée par le conseil d'administration conformément

aux présents statuts,

- donne au conseil d'administration les autorisations nécessaires au cas où les pouvoirs de celui-ci seraient insuffisants,
- autorise l'acquisition d'un bien appartenant à un associé. Si cette acquisition a lieu dans les deux ans suivant l'immatriculation et si ce bien a une valeur égale à au moins 1/10ème du capital social, le président du conseil d'administration demande au tribunal de commerce la désignation d'un commissaire chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien. Le rapport du commissaire est mis à la disposition des associés. L'assemblée statue sur l'évaluation du bien à peine de nullité de l'acquisition. Le vendeur n'a pas de voix délibérative, ni pour lui, ni comme mandataire.

24.3 Assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement L'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement examine les questions dont la solution ne souffre pas d'attendre la prochaine Assemblée Générale annuelle.

Article 25 : Assemblée générale extraordinaire

25.1 Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale extraordinaire est, en application des dispositions de l'article L.225-96 du Code de commerce et des dispositions statutaires permettant de fixer un quorum plus élevé :

- sur première convocation, du tiers des associés ayant droit de vote. Les associés ayant voté par correspondance ou donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée peut délibérer valablement si le quart des associés ayant droit de vote sont présents ou représentés à l'assemblée.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée de deux mois au plus en continuant d'obéir aux mêmes règles de convocation et de quorum.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées, calculée selon les modalités précisées à l'article 19.1. Pour rappel, les abstentions, les votes blancs et les bulletins nuls ne sont pas comptabilisés dans les votes exprimés.

25.2 Rôle et compétence

L'assemblée générale extraordinaire des associés a seule compétence pour modifier les statuts de la SCIC. Elle ne peut augmenter les engagements des associés sans leur accord unanime.

L'assemblée générale extraordinaire peut :

- exclure un associé qui aurait causé un préjudice matériel ou moral à la coopérative,
- modifier les statuts de la coopérative,
- transformer la SCIC en une autre société coopérative ou décider sa dissolution anticipée ou sa fusion avec une autre société coopérative,
- créer de nouvelles catégories d'associés.
- modifier les droits de vote de chaque collège de vote, ainsi que la composition et le nombre des collèges.

TITRE VII COMMISSAIRES AUX COMPTES – REVISION COOPERATIVE
--

Article 26 : Commissaires aux comptes

L'assemblée générale ordinaire désigne un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire suppléant.

La durée des fonctions des commissaires est de six exercices. Elles sont renouvelables.

Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les articles L.225-218 à L.225-235 du Code de commerce.

Ils sont convoqués à toutes les réunions du conseil d'administration qui examinent ou arrêtent les comptes annuels ou intermédiaires ainsi qu'à toutes les assemblées d'associés.

La convocation est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 27 : Révision coopérative

27.1 Périodicité

La coopérative fera procéder tous les 5 ans à la révision coopérative prévue par l'article 19 du décret n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération et par le décret n°2015-706 du 22 juin 2015.

En outre, la révision coopérative devra intervenir sans délai si :

- trois exercices consécutifs font apparaître des pertes comptables ;
- les pertes d'un exercice s'élèvent à la moitié au moins du montant le plus élevé atteint par le capital ;
- elle est demandée par le dixième des associés ;
- elle est demandée par le ministre chargé de l'économie sociale et solidaire ou tout ministre compétent à l'égard de la coopérative en question.

27.2 Rapport de révision

Le rapport établi par le réviseur coopératif sera tenu à la disposition des associés quinze jours avant la date de l'assemblée générale ordinaire. Le réviseur est convoqué à l'assemblée générale dans les mêmes conditions que les associés. Le rapport sera lu à l'assemblée générale ordinaire ou à une assemblée générale ordinaire réunie à titre extraordinaire, soit par le réviseur s'il est présent, soit par le Président de séance. L'assemblée générale en prendra acte dans une résolution.

27.3 Révision à la demande d'associés

Si l'opération de révision est déclenchée à la demande du dixième des associés, une assemblée générale ordinaire réunie à titre extraordinaire sera réunie dans les trente jours qui suivront la date à laquelle le réviseur aura remis son rapport à la Société.

Dans ce cas, le président présente obligatoirement un rapport sur la situation de l'entreprise.

TITRE VIII
COMPTES SOCIAUX – EXCEDENTS - RESERVES

Article 28 : **Exercice social**

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Article 29 : **Documents sociaux**

L'inventaire, le bilan, le compte de résultats de la coopérative sont présentés à l'assemblée en même temps que les rapports du Président.

Conformément à l'article R.225-89 du Code de commerce, à compter de la convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle et au moins pendant le délai de 15 jours qui précède la date de réunion, tout associé a le droit de prendre connaissance de certains documents au siège social ou au lieu de la direction administrative, et notamment :

- le bilan ;
- le compte de résultat et l'annexe ;
- les documents annexés le cas échéant à ces comptes ;
- un tableau d'affectation de résultat précisant notamment l'origine des sommes dont la distribution est proposée.

Ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes un mois au moins avant la date de convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle. Ils sont présentés à cette assemblée en même temps que les rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes.

Jusqu'au cinquième jour inclusivement avant l'assemblée, l'associé peut demander que les mêmes documents lui soient adressés.

Article 30 : **Excédents**

Les excédents sont constitués par les produits de l'exercice majorés des produits exceptionnels et sur exercices antérieurs et diminués des frais, charges, amortissements, provisions et impôts afférents au même exercice, ainsi que des pertes exceptionnelles ou sur exercices antérieurs et des reports déficitaires antérieurs.

La décision d'affectation et de répartition est prise par le conseil d'administration et ratifiée par la plus prochaine assemblée des associés.

Le conseil d'administration et l'assemblée des associés sont tenus de respecter la règle suivante :

- 15 % sont affectés à la réserve légale, qui reçoit cette dotation jusqu'à ce qu'elle soit égale au montant le plus élevé atteint par le capital ;
- 50 % au minimum des sommes disponibles après la dotation à la réserve légale sont affectés à une réserve statutaire ;

- Il peut être distribué un intérêt aux parts sociales dont le montant sera déterminé par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration et qui ne peut excéder les sommes disponibles après dotations aux réserves légale et statutaire. Il ne peut être supérieur au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publié par le ministère chargé de l'économie en vigueur. Toutefois, les subventions, encouragements et autres moyens financiers versés à la société par les collectivités publiques, leurs groupements et les associations ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'intérêt versé aux parts sociales et, le cas échéant, des avantages ou intérêts servis en application des articles 11 et 11bis de la loi du 10 septembre 1947.

Les parts sociales ouvrant droit à rémunération sont celles qui existaient au jour de la clôture de l'exercice et qui existent toujours à la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Le versement des intérêts aux parts sociales a lieu au plus tard neuf mois après la clôture de l'exercice.

Article 31 : Impartageabilité des réserves

Quelle que soit leur origine ou leur dénomination, les réserves ne peuvent jamais être incorporées au capital et donner lieu à la création de nouvelles parts ou à l'élévation de la valeur nominale des parts, ni être utilisées pour libérer les parts souscrites, ni être distribuées, directement ou indirectement, au cours de la vie de la coopérative ou à son terme, aux associés ou travailleurs de celle-ci ou à leurs héritiers et ayants droit.

Les dispositions de l'article 15, des 3^{ème} et 4^{ème} alinéas de l'article 16 et l'alinéa 2 de l'article 18 de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 ne sont pas applicables à la SCIC.

TITRE IX DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATION
--

Article 32 : **Perte de la moitié du capital social**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net devient inférieur à la moitié du capital social, le conseil d'administration doit convoquer l'assemblée générale à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la coopérative ou d'en poursuivre l'activité. La résolution de l'assemblée fait l'objet d'une publicité.

Article 33 : **Expiration de la coopérative – Dissolution**

A l'expiration de la coopérative, si la prorogation n'est pas décidée, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle la liquidation conformément à la loi et nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus.

Après l'extinction du passif et paiement des frais de liquidation et, s'il y a lieu, des répartitions différées, les associés n'ont droit qu'au remboursement de la valeur nominale de leurs parts, sous déduction, le cas échéant, de la partie non libérée de celles-ci.

Le boni de liquidation sera attribué par décision de l'assemblée générale soit à d'autres coopératives ou unions de coopératives, soit à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

Article 34 : **Arbitrage**

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de la vie de la coopérative ou de sa liquidation, soit entre les associés ou anciens associés et la coopérative, soit entre les associés ou anciens associés eux-mêmes, soit entre la coopérative et une autre société coopérative d'intérêt collectif ou de production, au sujet des affaires sociales, notamment de l'application des présents statuts et tout ce qui en découle, ainsi qu'au sujet de toutes affaires traitées entre la coopérative et ses associés ou anciens associés ou une autre coopérative, seront soumises à l'arbitrage de la commission d'arbitrage de la CG Scop, sous réserve de l'adhésion de la société à la Confédération Générale des Scop.

Les sentences arbitrales sont exécutoires, sauf appel devant la juridiction compétente.

Pour l'application du présent article, tout associé doit faire élection de domicile dans le département du siège et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur Le Procureur de la République, près le tribunal judiciaire du siège de la coopérative.

Fait à Sainte-Croix, le xxxxx 2020.

En deux originaux,

Signature du représentant légal,

Caroline LIGOUY